

**Summer School “Human Rights, Gender and Alterity”
Première Edition : 28 août – 8 septembre 2017**

Rapport final



Michelle Cottier, Marylène Lieber, Christine Verschuur
Ferdinando Miranda, Adriana Schnyder, Carolina Topini, Pauline Westerbarkey

Introduction

En été 2017 a eu lieu la première édition de la Summer School « Human Rights, Gender and Alterity » avec 32 participant.e.s à Genève. Ce programme d'été est le fruit d'une coopération entre la Faculté de Droit, l'Institut des Etudes Genre de la Faculté des Sciences de la Société de l'Université de Genève, et le Centre Genre de l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID).

Ce rapport se divise en quatre parties : l'innovation des savoirs autour du genre et des droits humains à Genève, les objectifs et acquis académiques, les événements autour de la Summer School et les conclusions. Les annexes permettront d'éclairer la richesse du programme et des intervenant.e.s de cette Summer School.

Table des matières

Genève innove les savoirs autour du genre et des droits humains	3
<i>Une innovation scientifique</i>	<i>3</i>
<i>Le contexte genevois, une attraction de savoirs.....</i>	<i>3</i>
<i>Une approche trans- et interdisciplinaire.....</i>	<i>3</i>
<i>L'équipe de la Summer School.....</i>	<i>4</i>
Objectifs et acquis académiques	5
<i>Les objectifs et la démarche pédagogique</i>	<i>5</i>
<i>Les interventions nombreuses et diversifiées d'expert.e.s.....</i>	<i>6</i>
<i>La participation d'un corps étudiant divers</i>	<i>6</i>
<i>L'évaluation des étudiant.e.s</i>	<i>7</i>
<i>Des suites de la Summer School</i>	<i>8</i>
Evénements autour de la Summer School.....	8
<i>Leçon d'ouverture de tous les programmes d'été</i>	<i>8</i>
<i>Cérémonie d'ouverture</i>	<i>9</i>
<i>Séance du documentaire « La Prenda »</i>	<i>10</i>
<i>Table ronde : Can CEDAW advance LGTBI rights ?</i>	<i>11</i>
Conclusions	12
<i>L'innovation académique et pédagogique</i>	<i>12</i>
<i>L'expertise combinée des universités de Genève</i>	<i>12</i>
<i>La coopération renforcée entre la Genève internationale et les acteurs locaux.....</i>	<i>13</i>
<i>La prochaine étape : une deuxième édition</i>	<i>13</i>
<i>Créer un hub d'expertise de l'égalité et de genre à Genève : le Geneva Gender Equality Hub.....</i>	<i>13</i>
Annexes	14

Genève innove les savoirs autour du genre et des droits humains

Une innovation scientifique

Ce programme d'été de 15 jours (24 séances de cours, 36 heures en session et 1,5 jours de travail en groupe pour obtenir 4 crédits) a été construit grâce à l'expertise "genre" pluridisciplinaire qui s'est développée depuis plusieurs années au sein de l'académie genevoise. En effet, ce programme d'école d'été sur les questions de genre et des droits humains est une première internationale qui rend les institutions de formation supérieures genevoises pionnières en la matière. Les évaluations qu'ont fournies les participant.e.s de la Summer School mettent en avant cet atout et sont très positives, notamment quant à l'approche interdisciplinaire, la qualité et la diversité des interventions et l'organisation du programme.

Le contexte genevois, une attraction de savoirs

L'innovation scientifique a été favorisée par le rôle international de Genève : la ville est étroitement liée à la politique internationale et est donc l'endroit idéal pour débiter avec ce type de Summer School. L'Université de Genève et l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement garantissent un niveau d'excellence en droit et sciences sociales, et ont de l'expertise en matière d'égalité de genre et des sexualités, ainsi que dans les droits humains. Le Comité pour l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) tient ses sessions à Genève. Par ailleurs, différentes institutions et organisations internationales ont intégrés les politiques de genre dans leurs activités. C'est notamment le cas du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains (HCDH) et du Bureau international du Travail (BIT). Le programme de la Summer School a donc été pensé en intégrant ces différents acteurs, propres au contexte genevois.

Les différents acteurs locaux et nationaux suivants ont également collaboré à la mise en place de ce projet, en démontrant les liens entre les objectifs internationaux et locaux en matière d'égalité : le Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques (BPEV), le Canton et république de Genève, le Service Agenda 21 – Ville durable de la Ville de Genève, le Service Egalité de l'Université de Genève, l'institut suisse d'études juridiques féministes et gender law (FRI) et le Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH).

Une approche trans- et interdisciplinaire

Les participant.e.s de la summer school ont eu l'occasion d'explorer des questions d'actualité et des cadres théoriques, à travers des séances de cours spécialisées, des présentations et des échanges avec 23 intervenant.e.s, des expertes en genre et droits humains et des universitaires de différentes disciplines. Les étudiant.e.s ont également eu l'occasion de visiter le Bureau international du travail (BIT), ainsi que d'assister à une session du Committee for Migrant Workers. Ils et elles ont pu appliquer les outils d'analyse proposés en participant à un *moot court* simulant la procédure de communication individuelle devant le Comité CEDEF ainsi qu'en préparant un travail de groupe sur des études de cas croisant droits humains, genre et altérité. Les sujets abordés ont été les suivants : les droits humains, les approches décoloniales de la justice, libertés et émancipation, la problématique de la division internationale du travail

et des migrations, la violence envers les femmes, et les discriminations contre les personnes LGBTIQ.

Engageant plusieurs disciplines dans une approche trans- et interdisciplinaire, ce programme était destiné à des participant.e.s issu.e.s du milieu académique et du milieu professionnel ayant suivi des formations universitaires différentes. Il visait à leur transmettre les outils méthodologiques pour analyser les questions autour des droits humains depuis une perspective féministe et post- et décoloniale. Les participant.e.s ont assisté à 24 séances de cours au total, les introduisant notamment aux droits humains, aux études féministes et de genre, aux études post- et décoloniales, aux études juridiques féministes, et aux théories de discrimination.

L'idée de la Summer School est fondée sur une approche critique du droit, inspirée par les études féministes et de genre ainsi que des études post- et décoloniales.

Les problématiques ainsi abordées sont les suivantes : comment est-ce que les instruments de droits humains sont alimentés par les contributions des différentes théories juridiques féministes et des approches de genre ? Comment est intégrée la question de l'altérité ? Comment est-ce que ces instruments participent à la production de l'altérité ? Comment est-ce que les intersections de genre, sexualités, ethnicité, race, classe, et religion sont prises en compte ? Est-ce que les perspectives universalistes sont mises en question ?

A plus grande échelle, ce programme vise à développer une perspective inclusive et une critique intersectionnelle constructiviste des instruments internationaux de droits humains en mobilisant les acquis des études de genre et post- et décoloniales.

L'équipe de la Summer School



La direction académique de la Summer School : Michelle Cottier, Christine Verschuur, Marylène Lieber

Elles ont eu « *the idea, the initiative, the energy and the skills* » - Bénédicte Foëx, Doyen de la Faculté de Droit lors de la cérémonie d'ouverture

L'équipe de la Summer School reflète l'approche inter-institutionnelle et interdisciplinaire du programme. La direction académique a été assurée par Michelle Cottier, professeure à la Faculté de Droit de l'Université de Genève, Marylène Lieber, professeure à l'Institut des Etudes Genre de l'Université de Genève, et Christine Verschuur, enseignante au Département d'Anthropologie et Sociologie de l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID), du Centre Genre. Le programme a pris forme sous la coordination de Ferdinando Miranda, Chargé de projets LGBTIQ et genre du Service égalité de l'Université de Genève, assisté par Carolina Topini, doctorante à l'Institut de Etudes Genre (UNIGE), Adriana Schnyder, doctorante à la Faculté de Droit (UNIGE) et Pauline Westerbarkey, étudiante à l'IHEID et collaboratrice de l'Université de Genève.

Objectifs et acquis académiques

Les objectifs et la démarche pédagogique



La salle à Uni Mail où se déroulaient les cours de la Summer School, lors de la cérémonie d'ouverture.

La première édition de la summer school « Human Rights, Gender and Alterity » a offert de nouvelles perspectives sur la manière dont les questions de genre, sexualité, culture et religion ont une influence sur l'accès à certains droits humains et dont ces droits sont appliqués, garantis et suivis. A plus grande échelle, ce programme vise à développer une perspective inclusive et une critique intersectionnelle constructiviste des instruments internationaux de droits humains en mobilisant les acquis des études de genre et postcoloniales. Les résultats d'apprentissage escomptés étaient des connaissances théoriques dans le domaine des droits humains et des théories juridiques féministes, de genre et postcoloniales, le développement de compétences analytiques pour analyser des exemples concrets de législation ou pratique juridique, et l'application des connaissances théoriques et compétences analytiques dans le contexte d'application du droit.

Le concept du programme d'été est innovant dans son approche consistant à mettre en avant des travaux précurseurs et à intégrer ces travaux dans la Genève internationale grâce à des visites d'organisations internationales et des témoignages d'experts et de professionnel.le.s travaillant dans le domaine des droits humains.

En mettant en valeur la CEDEF et les différents mécanismes de mise en œuvre supervisés par le Comité CEDEF (rapports de pays, recommandations, communications individuelles et de groupes, enquêtes), les participant.e.s ont pu analyser différentes sources de droit international en appliquant une perspective intersectionnelle.

Les interventions nombreuses et diversifiées d'expert.e.s

Cette Summer School a invité 23 expert.e.s afin de présenter différentes perspectives sur les questions étudiées. L'approche inter- et transdisciplinaire a permis aux participant.e.s de rencontrer des enseignant.e.s venant de différentes disciplines (droit, sociologie, anthropologie, etc.) et professionnel.le.s (expert.e.s internationaux et internationales, membres d'organisations internationales, etc.). Cette intersection de différents points de vue et d'expertises a favorisé de développer une perspective critique intersectionnelle du droit. Les intervenant.e.s venaient de nombreuses universités suisses (Université de Genève, Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement, Université de Lausanne) et internationales (Universidad de los Andes de Bogota, Queen Mary University of London), ainsi que d'organisations internationales (Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains, Bureau international du Travail) ou organisations non-gouvernementales internationales (Amnesty International, International Lesbian, Gay, Transgender and Intersex Association, IntraHealth International au Sénégal). Les étudiant.e.s ont eu l'occasion de visiter le Bureau international du travail (BIT) lors d'une de leurs séances de cours, ainsi que d'assister à une session du Comité sur les travailleurs.ses migrant.e.s.



La visite du Bureau international du travail (BIT) par les étudiant.e.s

La participation d'un corps estudiantin divers

La Summer School « Human Rights, Gender and Alterity » a permis d'attirer plus de 60 candidatures de personnes issues de formations et de contextes divers et a rassemblé 17 nationalités. Les 32 candidatures retenues comprenaient des nouveaux et nouvelles étudiant.e.s, des professionnel.le.s et même un professeur. Les formations des candidat.e.s variaient entre le droit, la sociologie, l'anthropologie, les sciences sociales et politiques, les études littéraires et de traduction, l'économie, la criminologie, la philosophie, le développement, la santé publique, le genre et l'astrophysique.



La première journée de la Summer School avec tou.te.s les participant.e.s

L'évaluation des étudiant.e.s

L'évaluation des étudiant.e.s s'est fondée sur plusieurs critères : la participation active aux cours (20%), des présentations du travail de groupe pendant la simulation moot court (30%), une présentation orale d'une étude de cas (30%) et un extrait écrit de cette étude de cas (20%).

Pour le *moot court*, les étudiant.e.s ont travaillé en groupe pour préparer soit la position d'une personne présentant une communication individuelle, soit la position de l'Etat contre qui cette communication individuelle était portée. Un dernier groupe chargé de représenter le Comité CEDEF a élaboré des recommandations à l'adresse de l'Etat partie.

Pour les études de cas, les étudiant.e.s ont rassemblé des informations et croisé des approches afin d'analyser et présenter des cas. Les thématiques choisies ont été les suivantes :

- The 2015/2016 New Year's Eve sexual assaults in Cologne and their impacts
- #NotGayEnough : Obstacles faced by LGBTI people who seek asylum in Europe – the case in the Netherlands
- Reproductive rights : Death of Savita Halappanavar in Ireland
- Performing Vulnerability on the Greek - Turkish borders
- Lote 8 Case. Guatemalan women's fight for justice : a decolonial perspective?
- The Maria da Penha Law and the Situation of Domestic Violence in Brazil
- Work-place harassment in India



Présentation du groupe travaillant sur : « The Maria da Penha Law and the Situation of Domestic Violence in Brazil »

Des suites de la Summer School

Un grand nombre de participant.e.s a souligné l'utilité des compétences et savoirs acquis au cours de la Summer School pour leur travail et leurs études. Plusieurs personnes ont ainsi indiqué vouloir aller plus loin et faire avancer leurs études de cas en dehors de ce contexte. Un.e participant.e, José Renkens, a notamment participé à une conférence sur le droit d'asile des personnes LGBTI en Europe et y a présenté son étude de cas (voir ci-dessus). Après son intervention, José a été encouragée à publier un article sur ce sujet. Son travail réalisé pendant la Summer School sera donc partagé avec le grand public. D'autres participant.e.s ont aussi exprimé leur intention d'écrire des articles au sujet de leurs études de cas.

Evénements autour de la Summer School

Leçon d'ouverture de tous les programmes d'été

27 juin 2017



Pour débiter les programmes d'été à l'Université de Genève, une table ronde intitulée "Human Rights & Gender: Multiple Realities of Discrimination" a été organisée en juin. La discussion visait à éclairer comment intégrer une perspective de genre dans les différents milieux de travail et s'articulait autour de trois questions : comment les perspectives de genre peuvent-elles être intégrées dans le monde professionnel et dans la recherche ? Quelles sont les difficultés de mise en œuvre de cette perspective ? Finalement, l'égalité des genres étant l'un des Objectifs du Développement durable de l'ONU pour l'année 2030, quelles sont les stratégies à développer pour atteindre cet objectif ?

Sous la modération d'Héloïse Roman du Service Agenda 21 de la Ville de Genève, ces questions ont été débattues par Meg Davis du Centre d'Enseignement et de Recherche en Action Humanitaire (CERAH), Claudia García-Moreno de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Katarzyna Grabska, chercheure associée de l'IHEID, Solène Morvant-Roux, professeure de la Faculté des Sciences de la société de l'Université de Genève, et Mariama Williams, économiste du South Center, avec des interventions du professeur Yves Flückiger, recteur de l'Université de Genève, et de la professeure Michelle Cottier de la Faculté de Droit de l'Université de Genève.

Pour visionner la conférence : <http://www.unige.ch/rectorat/egalite/egalite-et-cite/summer-school-human-rights-gender-and-alterity/human-rights-gender-multiple-realities-of-discrimination1/>

Cérémonie d'ouverture

28 août 2017

Lors d'une cérémonie d'ouverture officielle de la Summer School, des acteurs et actrices du milieu académique, et professionnel ainsi que des partenaires institutionnels genevois ont soulevé la valeur ajoutée de cette Summer School et la création de nouveaux liens étroits entre les différents institutions, acteurs et actrices. Le Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques (BPEV), le Canton et République de Genève, le Service Agenda 21 – Ville durable de la Ville de Genève et le Service Egalité de l'Université de Genève ont présenté leurs projets au niveau cantonal, de la ville, et de l'université sur des thématiques adressées durant la Summer School telles que l'intersectionnalité, les violences faites aux femmes, et les droits LGBTQI. Les intervenant.e.s ont notamment exposé leurs perspectives dans leur contexte local et la façon dont sont examinées concrètement les questions de genre dans leurs services. Ces aspects ont été d'un grand intérêt pour les participant.e.s de la Summer School.



Collette Fry, Directrice du Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques (BPEV)



Chiara Barberis, Directrice du Service Agenda 21 – Ville durable de la Ville de Genève



Brigitte Mantilleri, Directrice du Service égalité, Université de Genève



Bénédict Foëx, Doyen de la Faculté de Droit, Université de Genève

Séance du documentaire « La Prenda »

30 août 2017

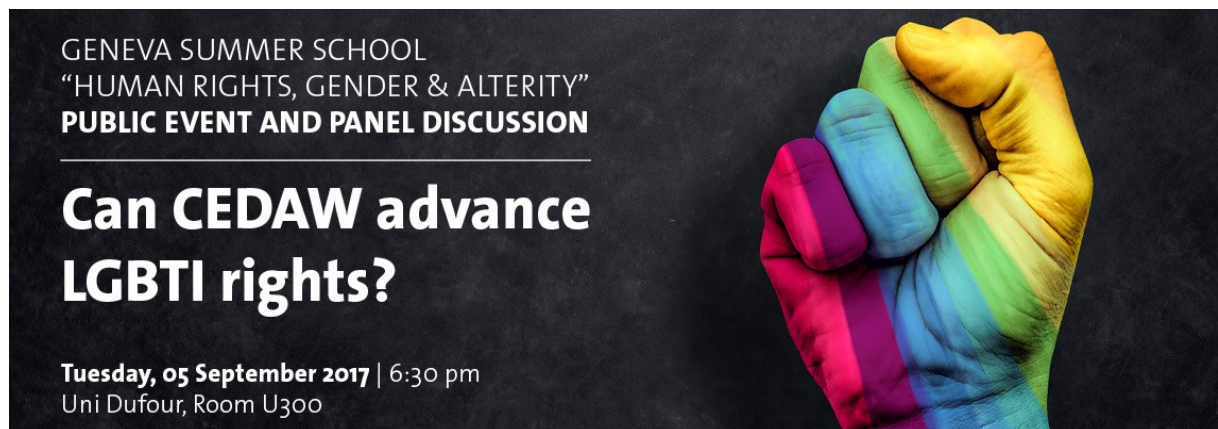
Grâce à la coopération de la Summer school avec le Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH), une séance autour du film « La Prenda » a pu être organisée le troisième jour de la Summer School. Les étudiant.e.s ont ainsi visionné ce documentaire racontant l'histoire de deux femmes qui se battent pour mettre fin à l'impunité des enlèvements au Guatemala. Par la suite, a eu lieu une discussion du film et des faits abordés. Le réalisateur du film Jean-Cosme Delaloye et Géraldine Brown, chercheuse à l'Institut des Etudes genre de l'Université de Genève menant une recherche sur les violences faites aux femmes en Suisse, ont débattu des problématiques du documentaire avec les étudiant.e.s.



Ciné-débat avec le réalisateur Jean-Cosme Delaloye et Géraldine Brown

Table ronde : Can CEDAW advance LGTBI rights ?

5 septembre 2017



Une table ronde a également été organisée dans le contexte de la summer school en coopération avec le Service égalité de l'Université de Genève, le Service Agenda 21 – Ville durable et l'institut suisse d'études juridiques féministes et gender law (FRI). Elle a attiré plus de 100 participant.e.s autour du sujet de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et des droits LGBTI (droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes). La table ronde a été introduite par Guillaume Mandicourt du Service Agenda 21 et a été modérée par Michelle Cottier de la Faculté de Droit de l'Université de Genève. Les invité.e.s étaient Ratna Kapur, académique renommée des études postcoloniales, André du Plessis de ILGA (Association internationale des lesbiennes, gay, bisexuel, transsexuels et intersexués), et Marjolein van den Brink de l'Université de Utrecht.



Table ronde avec Ratna Kapur, Michelle Cottier, André du Plessis et Marjolein van den Brink

Pour visionner la conférence : <http://www.unige.ch/rectorat/egalite/egalite-et-cite/summer-school-human-rights-gender-and-alterity/can-cedaw-advance-lgbti-rights/>

Conclusions

L'innovation académique et pédagogique

Cette première édition de la Summer School « Human Rights, gender and Alterity » a permis d'offrir de nouvelles perspectives sur la façon dont les questions de genre, de sexualité, de culture et de religion influencent l'accès à certains droits humains. Les participant.e.s ont pu développer une perspective inclusive et une critique intersectionnelle constructiviste des instruments internationaux de droits humains en mobilisant les acquis de connaissances théoriques dans le domaine des théories juridiques féministes, de genre et postcoloniales. Ils.elles ont également acquis des compétences analytiques, utile dans l'analyse d'exemples concrets de législation ou de la pratique juridique. Ce programme a donc permis de renforcer ou de nouer de nouveaux liens entre des approches propres aux sciences sociales et aux études juridiques afin d'appréhender de façon plus concrète les questions liées aux droits humains.

L'expertise combinée des universités de Genève

La coopération entre l'Université de Genève et l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement ont assuré un niveau d'excellence en droit et en sciences sociales. Les différentes facultés au sein de ces institutions prestigieuses ont su garantir l'expertise à la fois en matière d'égalité de genre et des sexualités, et de droits humains.

La coopération renforcée entre la Genève internationale et les acteurs locaux

La Summer School a permis de créer des liens entre les différentes institutions et organisations internationales ayant intégré les politiques de genre dans leurs activités, tels que le Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains (BHCDH) ou le Bureau international du Travail (BIT), et les acteurs et actrices locaux/-les et nationaux/-les travaillant sur les questions d'égalité et ayant collaboré à la mise en place de ce projet, tels que le Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques (BPEV), le Canton et république de Genève, le Service Agenda 21 - Ville durable de la Ville de Genève, le Service Egalité de l'Université de Genève, l'institut suisse d'études juridiques féministes et gender law (FRI) et le Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH).

Ces liens propres au contexte genevois ont permis de développer des perspectives multidimensionnelles communes et de nouer des relations plus solides entre ces différentes institutions.

La prochaine étape : une deuxième édition

Au vu du succès de cette première édition, l'équipe de la Summer School a décidé de reconduire ce programme. Cette fois-ci le programme se déroulera durant la 70e Session du Comité de la CEDEF, soit en juillet 2018. Cela permettra aux participant.e.s d'assister aux sessions du Comité, en renforçant les liens entre les approches théoriques et l'analyse des actions de terrains présentées par les Etats parties de la CEDEF. Certain.e.s intervenant.e.s de renommée internationale comme Ratna Kapur, Isabel Jaramillo, Jyoti Sanghera, et Jane Connors seront, de plus, invité.e.s à participer à la prochaine édition.

Créer un hub d'expertise de l'égalité et de genre à Genève : le Geneva Gender Equality Hub

Par ailleurs, en renforçant les liens entre les expertises genevoises autour du genre et de l'égalité, cette Summer School a posé les bases d'une mise en place du Geneva Gender Equality Hub (GEH). Le GEH créera de nouvelles synergies et formes de collaboration entre celles et ceux qui travaillent à l'UNIGE et à l'IHEID sur la perspective d'égalité de genre et des sexualités afin de développer et d'améliorer son utilisation dans le monde académique comme à l'extérieur. Il permettra de fédérer et de valoriser l'ensemble des expertises existantes, toutes disciplines confondues. Le GEH permettra ainsi de positionner les deux institutions au niveau national et international comme des universités innovantes dans la recherche et inscrivant leurs actions en réponse aux besoins sociétaux qui l'entourent. De plus, si des unités de *gendered innovations* associant le monde académique et la Cité existent dans le monde anglo-saxon, le GEH fera figure de pionnière dans l'espace académique francophone.

Annexes

Flyer Summer School
Programme Summer School
Liste des intervenantes
Programme Opening Ceremony
Flyer table ronde



GENEVA
SUMMER
SCHOOLS

HUMAN RIGHTS, GENDER AND ALTERITY

AUGUST 28 – SEPTEMBER 8, 2017

www.genevasummerschools.ch



—
INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

HUMAN RIGHTS, GENDER AND ALTERITY

For more information,
please visit our website:

www.genevasummerschools.ch

- This unique transdisciplinary course will enable participants to critically engage with human rights from a gender and a post – and decolonial perspective.
- The innovative concept combines visits to international organisations in Geneva and meetings with internationally renowned experts working in the area of human rights with an introduction to the academic field of human rights, gender and alterity.
- Topics to be covered include: violence against women, human rights and decolonial approaches to justice, freedom and emancipation, the new international division of labour and migration, and discrimination against LGBTQI.



FRI Schweizerisches Institut
für transnationale Rechtswissenschaft
und Gender Law
FRI center suisse d'études
transnationales de droit et de
genre
FRI istituto svizzero per scienze
giuridiche transnazionali e gender law
FRI Swiss institute for transnational
law and gender law



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE
SERVICE ÉGALITÉ

COURSE DIRECTORS

Prof. Michelle Cottier

Faculty of Law
University of Geneva

Prof. Marylène Lieber

Institute for Gender Studies
University of Geneva

Dr. Christine Verschuur

Senior Lecturer
Anthropology and Sociology
Gender Center
The Graduate Institute of Geneva

Tuition fees: **1,800 CHF**

UNIGE and Graduate Institute
students: **500 CHF**

Equivalence of **4 ECTS** credits

Human Rights, Gender and Alterity Summer School / 28 August to 8 September 2017

Week 1	Monday 28/08/17	Tuesday 29/08/17	Wednesday 30/08/17	Thursday 31/08/17	Friday 01/09/17
9.00 – 10.30	Introduction to the Summer School Michelle Cottier, Marylène Lieber, Christine Verschuur General Introduction Case studies and Moot Court Presentation of the participants	Postcolonial feminist legal theory Ratna Kapur	Discussion of case studies Ratna Kapur	The Decolonial Turn in Development Studies. Thoughts for CEDAW Christine Verschuur	Gender in the work of the OHCHR Jyoti Sanghera
11.00–12.30	Introduction The concept of gender Marylène Lieber Gender and Law Michelle Cottier	Case study Ratna Kapur	Discussion of case studies Ratna Kapur	Presentation of the Swiss NGOs report to the CEDAW Committee Vivian Fankhauser-Feitknecht	Individual work
14.00–15.30	Intersectionality theory Eléonore Lépinard	Workshop on case studies Ferdinando Miranda	“La Prenda” International Film Festival and Forum on Human Rights (FIFDH) Geneva	The work of the CEDAW Committee Patricia Schulz	Fighting violence against women by law: A Colombian case study Isabel Cristina Jaramillo
16.00–17.30	Gender and Human Rights Maya Hertig Randall	Individual work on case studies	Discussion of film with Isabelle Gattiker and Geraldine Brown	Introduction to the individual communications procedure under CEDAW Jane Connors	Workshop Moot Court preparation Maya Hertig Randall Michelle Cottier

Opening ceremony

17.30 – 19.30

Colette Fry

Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques,
République et canton de Genève

Chiara Barberis

Service Agenda 21 - Ville durable,
Ville de Genève

Brigitte Mantilleri

Equal Opportunities Office,
University of Geneva

Week 2	Monday 04/09/17	Tuesday 05/09/17	Wednesday 06/09/17	Thursday 07/09/17	Friday 08/09/17
9.00-10.30	Group work Moot Court preparation	Researching discrimination on the grounds of sexual orientation and gender identity Lorena Parini and Marilène Vuille	International Labour Organization - Labour Migration Policies And Women Migrant Workers	10.00-13.00 Committee on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families. Twenty-seventh session: third periodic report of Mexico (CMW/C/MEX/3)	Student presentations case studies Discussants: Michelle Cottier, Maimouna Ndyoe, Christine Verschuur
11.00-12.30	Group work Moot Court preparation	LGBTQI Rights - ILGA (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association) Renato Sabbadini	Decent Work for Domestic Workers in Switzerland Karine Lempen		Student presentations case studies Discussants: Michelle Cottier, Maimouna Ndoeye, Christine Verschuur
14.00-15.30	13.00-15.30 Moot Court: Individual communication to the CEDAW Committee Discussion on the outcome with Isabel Cristina Jaramillo, Maya Hertig Randall and Michelle Cottier	Workshop Geneva University Law Clinic on LGBTQI Rights Djemila Carron and Camille Vallier	Workshop An ethnography of women human rights defenders in Colombia Yira Lazala	Individual work on presentation	Student presentations case studies Discussants: Michelle Cottier, Maimouna Ndoeye, Christine Verschuur
16.00-17.30	The process of criminalisation of FGM/C in Senegal : implications and perspectives for women's sexual rights Maïmouna Ndoeye	Individual work	Individual work	Individual work on presentation	
		18.30 Can CEDAW advance LGBTI rights? Sandrine Salerno City of Geneva Marjolein van den Brink Utrecht Law School Ratna Kapur Queen Mary University of London André du Plessis International LGBTI Association (ILGA)			

Liste de biographies des intervenant.e.s de la Summer School

Table of Contents

<u>DJEMILA CARRON</u>	<u>2</u>
<u>MICHELLE COTTIER</u>	<u>2</u>
<u>VIVIAN FANKHAUSER-FEITKNECHT</u>	<u>3</u>
<u>MARIA GALLOTTI</u>	<u>3</u>
<u>MAYA HERTIG</u>	<u>4</u>
<u>ISABEL CHRISTINA JARAMILLO SIERRA</u>	<u>4</u>
<u>RATNA KAPUR</u>	<u>5</u>
<u>YIRA LAZALA</u>	<u>6</u>
<u>KARINE LEMPEN</u>	<u>6</u>
<u>ELÉONORE LÉPINARD</u>	<u>7</u>
<u>MARYLÈNE LIEBER</u>	<u>7</u>
<u>FERDINANDO MIRANDA</u>	<u>8</u>
<u>GLORIA MORENO-FONTES CHAMMARTIN</u>	<u>9</u>
<u>MAÏMOUNA NDOYE</u>	<u>9</u>
<u>LORENA PARINI</u>	<u>10</u>
<u>RENATO SABBADINI</u>	<u>10</u>
<u>JYOTI SANGHERA</u>	<u>11</u>
<u>PATRICIA SCHULZ</u>	<u>11</u>
<u>CAMILLE VALLIER</u>	<u>12</u>
<u>CHRISTINE VERSCHUUR</u>	<u>13</u>
<u>MARILÈNE VUILLE</u>	<u>13</u>

Djemila CARRON

Lecturer

University of Geneva

Djemila Carron is a lecturer and researcher (MER) at InZone (University of Geneva). She is also a lecturer at the Law Faculty of the University of Geneva on the Law Clinic on the rights of vulnerable people at the University of Geneva. Additionally, Djemila Carron is the co-founder and co-organizer of the Law and Gender Network at the University of Geneva. Djemila Carron graduated from the University of Geneva and was a visiting student at the Russian Law Academy (Moscow), Lomonosov University (Moscow) and Harvard University (Cambridge). She also holds an LL.M. from Columbia University. She obtained her PhD in 2015 with a thesis focusing on the triggering act of an international armed conflict in international humanitarian law.

Main publications include:

- Djemila Carron, Transnational armed conflicts: an argument for a single classification of non-international armed conflicts, 7 Journal of International Humanitarian Legal Studies 5, 2016
- Olivia Le Fort Mastrotta and Djemila Carron, L'enseignement clinique du droit à Genève – l'exemple de la Law Clinic sur les droits des personnes vulnérables (Clinical education in Geneva: the Law Clinic on the rights of vulnerable people experience), Jusletter, 20 June 2016
- Maya Hertig, Olivia Le Fort Mastrotta and Djemila Carron, Les droits des personnes en détention provisoire à la prison de Champ-Dollon (The rights of people in pre-trial detention in the prison of Champ-Dollon), Brochure, Law Clinic on the rights of vulnerable people, University of Geneva, 2016
- Djemila Carron, L'acte déclencheur d'un conflit armé international (The triggering act of an international armed conflict), Doctoral thesis, Collection Genevoise, Schulthess Éditions Romandes/LGDJ: Geneva/Zurich/Paris, 2016

Michelle COTTIER

Professeure ordinaire de droit civil à l'Université de Genève

Michelle Cottier a étudié le droit aux Universités de Bâle et Lausanne et la sociologie du droit à l'International Institute for the Sociology of Law à Oñati en Espagne. Elle a obtenu son doctorat à l'Université de Bâle en 2005 et a ensuite enseigné à l'Université Humboldt à Berlin, ainsi qu'aux Universités de Bâle, Zurich et Lucerne.

Ses projets de recherche l'ont entre autres amenée en tant que chercheuse invitée aux Universités de Harvard aux Etats-Unis ainsi que Keele, Cardiff et Kent en Grande-Bretagne. Avant de rejoindre la Faculté de Droit de l'Université de Genève, Michelle Cottier a été

professeure assistante à l'Université de Bâle et juge suppléante à la Cour d'appel du canton de Bâle-Ville.

Ses domaines de spécialisation sont le droit des personnes physiques et de la famille, les droits de l'enfant, la sociologie du droit et la perspective de genre en droit. Elle est auteure de nombreuses publications parues en langue française, allemande et anglaise et co-éditrice des revues "La pratique du droit de la famille FamPra.ch" et "Zeitschrift für Rechtssoziologie" (The German Journal of Law and Society).

Michelle Cottier est membre du comité directeur du Centre d'étude, de technique et d'évaluation législatives (CETEL) et co-responsable du domaine thématique politique de l'enfance et de la jeunesse du Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH).

Vivian FANKHAUSER-FEITKNECHT

Judge at the court of appeal, canton of Lucerne

Born 1964, married, mother of a 22-year-old son and 20-year-old daughter.
Studied law and passed the bar exam and the exam to become a notary public.
Judge at a district court from 1997-2014, three years of those being President of a division.
Since 2014 judge at the court of appeal of the canton of Lucerne.

Member of a committee on federal level of the Swiss Guide and Scout Movement that was engaged in equality for women from its founding in 1987 until 2012.
Member of the executive board of the NGO-Coordination post Beijing Switzerland with about 30 member organizations, some of them umbrella organizations, since the founding in 1996, President since 2015. The NGO-Coordination deals with the implementation of international targets on women's rights at the national level, especially the platform for action from Beijing and CEDAW.
Member of the executive board of alliance F, an alliance of Swiss women's organizations, since 2011.
Member of the "federal (Switzerland) commission for women's issues" since 2012.

Maria GALLOTTI

Chief Technical Advisor, International Labour Organization

Ms. Maria Gallotti has joined the ILO in 2000, as part of the Gender Promotion Programme (GENPROM) of the Employment Sector, where she has worked in the area of gender, employment and migration. Since 2006 she has been working as a specialist on labour migration in different capacities both at ILO headquarters and in the field: in Bangkok (2007-2010), Brussels (2010-11) and Geneva in the Labour Migration Branch (MIGRANT), where

she has been responsible, among others, of activities related to migrant domestic workers and migration and care economy and acted as focal point for work in the Asia Pacific region. She is currently managing a technical cooperation project on promoting Fair Recruitment. She holds a European Master degree in Human Rights and Democratisation (European Inter-University Centre for Human Rights and Democratisation) and she has a political science background (University of Pavia, Italy).

Maya HERTIG

Professor of Law

University of Geneva

Maya Hertig Randall holds a Ph.D. from the University of Fribourg, a first class LL.M. degree from the University of Cambridge, UK, and was admitted to the Geneva bar in 2002. She joined the Law Faculty of the University of Geneva as Professor of constitutional law in 2007, after being Assistant Professor of European and International Economic Law, at the University of Berne. She was a visiting scholar at the Central European University in Budapest, Hungary, and the University of Michigan in Ann Arbor. Her main fields of research and publications in French, German and English are international and comparative human rights, in particular freedom of speech and religious freedom, and international constitutionalism. Maya Hertig Randall is a member of the Swiss Federal Commission Against Racism, and of the International Committee of the Red Cross (ICRC) as well as co-director of the Certificate of Advanced Studies in Human Rights at the University of Geneva.

Main publications include:

- HERTIG RANDALL Maya/CHATTON Gregor Tobias, Les droits sociaux en Suisse, in Social Rights as Fundamental Rights. XIXth International Congress of Comparative Law / Le IX Congrès international de droit comparé [Wojtyczek Krzysztof, ed.], The Hague (Eleven International Publishing) 2016, p. 383-477.
- HERTIG RANDALL Maya/HOTTELIER Michel (ed.), Introduction aux droits de l'homme, Geneva (Schulthess) 2014.
- HERTIG RANDALL Maya, L'internationalisation de la juridiction constitutionnelle : défis et perspectives, in Revue de droit suisse II/2010, p. 221 – 380.
- COTTIER Thomas/HERTIG RANDALL Maya, The prospects of 21st Century constitutionalism, in Max Planck Yearbook of United Nations Law 2003, p. 261-328.
- HERTIG RANDALL Maya, Die Auflösung der Tschechoslowakei : Analyse einer friedlichen Staatsteilung, Basle (Helbing & Lichtenhahn) 2001.

Isabel Christina JARAMILLO SIERRA

Full Professor of Law and Director of the Doctoral Program in Law

Universidad de los Andes

Dr. Jaramillo obtained her title as lawyer, with honors, from Universidad de los Andes (Bogotá, Colombia, 1997) and her title as Scientific Juris Doctor from Harvard Law School (Cambridge, Massachusetts, US, 2007). Her scholarship has focused on feminist legal reform and the question of women's gains from each reform. Her most recent books work out the issue of the production of the family and inequality using the Colombian case: *Derecho y Familia en Colombia Historias de Raza, Género y Propiedad 1530-1980* (2013) and *Decisiones de Custodia y Visitas en Colombia. La perspectiva jurídica y familiar* (2015, with Karen Ripoll y Elvia Vargas). Dr. Jaramillo has been consultant for the Colombian government on sexual and reproductive rights and Gender equality. She has also made crucial contributions before the Colombian Constitutional Court and Congress on the reform of family law and women's rights.

Main publications include:

- ISABEL CRISTINA JARAMILLO SIERRA, "Family: The Nuclear Family as an Ideal" *Gender And Sexuality In Latin America- Cases And Decisions*. En: Colombia ISBN: 9789400761988 ed: Springer-Verlag Berlin/Heidelberg , v. , p.59 - 98, 2013
- *Feminismo y crítica jurídica: el análisis distributivo como alternativa crítica al legalismo liberal* Helena Alviar García, Isabel Cristina Jaramillo Sierra, Siglo, 2012 - 191 pages
- ISABEL CRISTINA JARAMILLO SIERRA, "La crítica feminista del derecho" *El Género En El Derecho. Ensayos Críticos* . En: Ecuador ISBN: 978-9978-92-786-1 v. , p.103 - 136, 2009
- [Mujeres, cortes y medios: la reforma judicial del aborto](#), Isabel Christinia Jaramillo Sierra, Alfonso Sierra, Siglo del Hombre Editores; Universidad de los Andes 2008

Ratna KAPUR

Professor of Law

Symbiosis School of Law

Ratna Kapur is a Professor of Law and teaches at Symbiosis School of Law, India, and is also a Visiting Professor at Queen Mary University of London, School of Law. She is also a Senior Faculty at the Institute of Global Law and Policy, Harvard Law School. She has written and published extensively on issues of international law, human rights, feminist and postcolonial legal theory.

Main publications include:

- "A Leap of Faith: The Construction of Hindu Majoritarianism through Secular Law" 113 (1) *South Atlantic Quarterly* 109-128 (2014).
- "Brutalized Bodies and Sexy Dressing on the Indian Street" 40 *SIGNS: Journal of Women in Culture and Society* 1 (2014)

- “Gender, Sovereignty, and the Rise of a Sexual Security Regime in International Law and Postcolonial India”, 14(2) Melbourne Journal of International Law 1-26 (2013)
- Erotic Justice: Law and the New Politics of Postcolonialism (Taylor and Francis, Cavendish: London, 2005; Permanent Black: New Delhi, 2005)
- “Travel Plans: Border Crossings and the Transnational Migrant Subject” in 18 Harvard Human Rights Journal 85(2005)
- “The Tragedy of Victimization: Implications for International Women’s Rights and Post-Colonial Feminist Legal Politics”, 15 Harvard Human Rights Journal, 1 (Spring, 2002)

Yira LAZALA

PhD Student and Women’s Human Rights Advocacy Advisor

Graduate Institute of International and Development Studies (IHEID)

Colombian sociologist. Master in Population and Development from René Descartes (Paris 5) University. Master in Gender Studies from Vincennes Saint-Denis (Paris 8) University. Women’s Human Rights Advocacy Advisor in a Geneva based NGO. PhD Candidate in Anthropology and Sociology of Development at The Graduate Institute Geneva. My PhD research focuses on the topic of women human rights defenders, gender justice, citizenship, and social change in post-conflict Colombia. The aim of my dissertation is to explore the way in which women’s human rights discourses circulate and address gender, class and race inequalities in Nariño, a marginalized department in the southwest frontier of Colombia.

Main publications include:

- Combatir el feminicidio en América Latina: retos y perspectivas. 09/06/2017.
- Los derechos de las mujeres como derechos humanos: genealogía de una transformación legal y política inacabada. 18/05/2017.
- 10 años de la despenalización parcial del aborto en Colombia. 30/03/2017

Karine LEMPEN

Professor of Law

University of Geneva

Ms. Lempen has been a professor on the Faculty of Law since 2015. She obtained a bachelor of law at the University of Lausanne (1998), then a master in Gender Studies (2000) and a Ph.D. (2006) at the University of Geneva. Her Ph.D. thesis was about employer liability in cases of sexual harassment. Ms. Lempen has been a teaching assistant and lecturer at the University of Geneva, a visiting scholar at the Center for Social Justice at UC Berkeley School of Law, and a visiting researcher at the Humboldt-Universität of Berlin. She has also

worked as a scientific associate at the Federal Office of Gender Equality in Bern; in this capacity, she has represented Switzerland before the UN and to the Council of Europe. She has also contributed to the drafting of the Council of Europe Convention on preventing and combatting violence against women and domestic violence (Istanbul Convention).

Main publications include:

- LEMPEN Karine,, Genève (Schulthess) 2006.
- BINDER Andrea/LEMPEN Karine,, in CEDAW, Kommentar zum Übereinkommen der Vereinten Nationen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau [E. Schläppi/S. Ulrich/J. Wytenbach, édit.], Berne, Vienne (Stämpfli, Manz) 2015, p. 759-798.
- LEMPEN Karine/SALEM Rachel, Travail domestique en Suisse. Défis liés à la réglementation d'un emploi atypique, in *Revue de droit du travail et d'assurance-chômage* (ARV/DTA), 2017/2, p. 79-91.
- LEMPEN Karine, Decent Work for Persons with Disabilities: Swiss Law with regard to the Law of the European Union, paper presented at the Geneva-Harvard-Renmin-Sydney Law Faculty Conference "Law and Development", July 16-18, 2017, Cambridge.

Eléonore LÉPINARD

Associate Professor, Université de Lausanne

Eléonore Lépinard holds a PhD in sociology from the Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris) and is Associate Professor in gender studies at the Institute of Social Sciences, Université de Lausanne. Her main areas of research are in the fields of feminist movements and theory, gender and law, intersectionality, and gender and political representation. Before joining UNIL she was an assistant professor in political science at the Université de Montréal, a Fulbright Fellow at Rutgers University, and a visiting scholar at the European University Institute in Florence. She was the recipient in 2012 of the best paper award from APSA women and politics section, as well as of the Frank L. Wilson best paper award of APSA French politics group. In recent years she has published articles in *Ethnicities*, *Politics Groups & Identities*, *Gender & Society*, *Constellations*, *Politics* and *Politics & Gender*.

Marylène LIEBER

Professeure associée, Université de Genève

Dès 08.2012 Professeure associée, Département de sociologie et Institut des études genre, Université de Genève, Suisse.

09.2010-07.2012 Chercheuse post-doc, Institut d'ethnologie et Maison d'Analyse des Processus Sociaux (MAPS), Université de Neuchâtel, Suisse.

- Recherche financée par le Swiss Network for International Studies (SNIS), en collaboration avec Ellen Hertz, portant sur l'application des normes de travail dans l'industrie électronique en Chine. Terrains à Taiwan et en République populaire de Chine.

09.2007 à 08.2012 Chercheuse associée, Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), Taiwan et Hong Kong.

11.2006-01.2010 Chercheuse post-doc FNS (50%), Institut d'ethnologie et Maison d'Analyse des Processus Sociaux (MAPS), Université de Neuchâtel, Suisse.

- Recherche financée par le Fonds national de la recherche scientifique suisse (FNS), division 1, en collaboration avec la Professeure Ellen Hertz, portant sur les migrations chinoises en Suisse.

Main publications include:

- "'From territories to city centers'. The Ambivalent Management of Women's Safety and Gentrification?", French Politics, vol. 16, no 1 (A paraître).
- "Refuser le faux dilemme entre anti-sexisme et anti-racisme. Penser la ville inclusive", Annales de la recherche urbaine, no 112, p. 17-25, 2017 (avec Hancock C.).
- (avec Angeloff T.) (dir.), Chinoises au XXI^e siècle. Ruptures et continuités. Paris : La découverte, 2012.
- (avec Dahinden J., Hertz E.) (dir.), Cachez ce travail que je ne saurais voir. Ethnographies du travail du sexe. Lausanne : Antipodes, 2010.
- Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

Ferdinando MIRANDA

Gender and LGBTIQ project officer, Equal Opportunities Office, University of Geneva

After a master in law from the University Federico II in Naples and a master in gender studies from the University of Geneva, Ferdinando Miranda specialised in gendered perspectives on law. His two master theses notably developed gendered legal perspectives on LGBTI rights in a European context. Since 2016, he works at the Equal Opportunities Office to promote projects around gender and LGBTIQ issues at the university and in close collaboration with other local projects. He is programme coordinator for a number of projects such as this summer school, the research network "Réseau Droit, Genre et Sexualités", a continuing education workshop on creating an inclusive work environment and the project "Sciences, genders, identities".

Gloria MORENO-FONTES CHAMMARTIN

Senior Specialist on Migration Policy, International Labour Organization

Gloria Moreno-Fontes Chammartin, originally from Mexico, has a Ph. D on International Studies from the Graduate Institute of International Studies of Geneva. From 1993 to 1997, she worked in the Active Labour Market Policies Branch of the Employment Department of the International Labour Organization[1] (ILO) on wages, employment status flexibility, maquiladoras and trade liberalization in Mexico. In November 1997, she joined ILO's Labour Migration Branch (MIGRANT) and since then she has developed and managed research, advocacy and technical cooperation work, as well as provided rights-based policy-advice and capacity-building in the fields of labour migration and gender, women migrant workers, domestic work, links between migration and development, deskilling and recognition of skills, the informal economy, the working conditions of migrant workers in an irregular situation, links between international migration and child labour, forced labour and trafficking, among other topics.

Maïmouna NDOYE

Gender Technical Advisor

Maïmouna Ndoye is a Senegalese lawyer and gender specialist with a PhD in Development Studies. After a Master's degree in Legal and Political Sciences from Cheikh Anta Diop University in Dakar, she continued her studies in Switzerland where she obtained a Postgraduate degree in Gender Studies (Unige / Unil) and a PhD in Development Studies from the IHEID in Geneva. Her thesis research addressed the issue of Female Genital Mutilation from a legal perspective, informed by the social sciences.

While in Switzerland, Maïmouna worked in the Gender and Development section of IHEID as a research assistant, teaching assistant and instructor for e-learning courses in Gender and Development. Since returning to Senegal in 2012, she has been working as a Technical Advisor on gender issues for various international non-governmental organizations.

She remains highly concerned by research and teaching on feminist approaches, especially from an African perspective.

Main publications include:

- A paraître : L'impasse sur les droits sexuels dans la lutte des féministes sénégalaises pour la pénalisation des mutilations génitales féminines au Sénégal : Autocensure ou césure stratégique, In : Genre et fondamentalismes en Afrique (ouvrage collectif à paraître à la rentrée 2016) Editions Karthala sous la direction de Fatou Sow
- Année 2014 : Vulnérabilités socio-contextuelles, circuit de distribution et diffusion du condom féminin à Kédougou (Sénégal), Co-auteurs : Sylvain Landry FAYE,

Youssoupha NDIAYE & al. In Revue de Sociologie, d'Anthropologie et de Psychologie, N° 04-05 – 2013-2014

- Année 2008 : Co-autrice de l'étude dirigée par le Professeur Cheikh Ibrahima Niang (ISE-UCAD) commanditée par UNIFEM/UNFPA sur : « Situation des violences basées sur le genre au Sénégal. Régions de Dakar, Matam, Kolda, Tambacounda et Ziguinchor ». UNIFEM/UNFPA.
- Année 2003 : « Rapports de genre, négociations sexuelles et prévention du VIH/SIDA dans les campus des universités Cheikh Anta Diop de Dakar et Gaston Berger de Saint Louis » Co publié avec Aminata Niang et Solange Bandiaky. In Genre et VIH/SIDA AFARD Dakar.

Lorena PARINI

Associate Professor, University of Geneva

Lorena Parini is associate professor at the Gender Studies Institute of the University of Geneva and holder of a Ph.D. in political science. Her research areas include Swiss migration and asylum policies (for her doctoral thesis), and gendered perspectives relating to political studies, feminist theories and epistemologies as well as media studies. She has also been working on the topic of sexual minorities over the past few years. Between 2014 and 2015, she worked on a study called "Being LGBTIQ at work" via an online questionnaire aiming to understand ways and frequencies of homophobic and transphobic discrimination in professional environments. This project was continued in March 2013, financed by the Fonds National de la Recherche Scientifique en Suisse to pursue interviews with 80 LGBTIQ persons.

Main publications include ::

- Parini, Lorena et Lloren, Anouk, "How inclusive workplace policies shape the experience of lesbian, gay, and bisexual employees", *Sexuality Research and Social Policy*, DOI 10.1007/s13178-016-0253-x
- Parini, Lorena et Lloren, Anouk, "Les discriminations envers les homo et bi-sexuel-le-s dans le monde du travail : résultats d'une enquête en Suisse », *Travail genre et sociétés*, à paraître en novembre 2017.
- Parini, Lorena, « Domination/Pouvoir », in Achin Catherine et Bereni Laure, *Dictionnaire genre & science politique*, SciencesPo les presses, 2013.
- Parini, Lorena, *Le système de genre : introduction aux concepts et théories*, Ed. Seismo Zürich, 2006, collection « Questions de genre ».

Renato SABBADINI

Executive Director

International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA)

Linguist by training, assistant to Professor Monica Berretta at the University of Bergamo (Italy, 1995-1998), first openly gay city councillor in Bergamo (Italy, 1995-2004), then advisor to MEP Monica Frassoni, President of the Greens/EFA Group at the European Parliament (2004-2009), then researcher at the German political foundation Rosa-Luxemburg-Stiftung in Brussels (2011-2013), and currently Executive Director at ILGA International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association), Renato Sabbadini has been in the LGBTI movement since 1992 and was elected treasurer of the main Italian gay organisation, Arcigay (1996-1997), then spokesperson for the Worldpride Rome 2000 Coordination Committee (1997-1998), then foreign affair person for Arcigay (2002-2007) and Ilga-Europe co-secretary (2007-2008), and co-Secretary General of ILGA (2008-2013).

- Interview: Renato Sabbadini Discusses International Perspectives of the LGBT Community, 2013:
- Interview: Renato Sabbadini on LGBT Rights, 2016:
- Interview: Renato Sabbadini on the Global Gay Rights Movement, 2013:

Jyoti Sanghera

Chief of the Asia Pacific,

United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights in Geneva

She has previously served as Chief of Section of the Human Rights and Social and Economic Issues, Head of Office of the High Commissioner for Human Rights in Nepal and also as the Senior Human Rights Adviser in Sri Lanka.

Jyoti Sanghera has worked on human rights protection issues of women, migrants and other discriminated groups in conflict and post conflict situations for the past three decades in various capacities, including with key NGOs in North America and Asia.

Jyoti Sanghera has a Ph.D from the University of California, Berkeley, USA, and a M.A in Women Studies and International Development from the ISS, the Hague in The Netherlands, as well as an M.A in History from the Jawaharlal Nehru University in New Delhi, India.

Patricia SCHULZ

Chair of the Working Group on Communications

Committee on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW)

Patricia Schulz was born in Geneva (Switzerland) in 1949. She is a barrister at law (1974), who after having worked with the Geneva bar and then with the International Labour

Organisation in Madagascar (1977-1978) and the Faculty of Law of Geneva (1978-1994), became the Director of the Federal Office for Gender Equality (FOGE), from 1994 to 2010. She joined the CEDAW Committee in January 2011, and was re-elected for a second mandate (2015-2018). She was the Rapporteur of the Committee in 2015-2016 and chaired the Working group on Working methods. In 2017-2018, she is the Chair of the Working Group on Communications. She participated in the Board of Directors of UNRISD, United Nations Research Institute for Social Development (2011-2017). She received a doctorate honoris causa from the University of Bern in December 2016 for her work in the field of gender equality.

Main publications include:

- Intersectionality in Promoting Equality in : Equal Rights Review, Volume 16 (2016), London, 207-219
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes in : Introduction aux droits de l'homme, sous la direction de M. Hertig Randal et M. Hottelier, éd. Y. Blais, LGDJ, Schulthess, 2014, Genève
- Le Bureau fédéral de l'égalité in : Commentaire de la loi fédérale sur l'égalité, ed. Gabriel Aubert et Karine Lempen, Slatkine, Genève, 2011, 307-318
- General Recommendation 33 of the UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW)
- Presentation at the conference on Access to justice for women, Council of Europe Gender Equality Commission and Federal Office for Gender Equality of Switzerland, Bern, 2015

Camille VALLIER

Lecturer

University of Geneva

Camille Vallier studied law at the University of Geneva (Bachelors and Masters) and holds a L.L.M from the University of London (SOAS – School of Oriental and African Studies). She has worked in the non-governmental sector in Switzerland and India, in various NGOs engaging with Human Rights on a local level.

Camille Vallier is lecturer at the Law Clinic on the rights of vulnerable people of the University of Geneva, and a teaching assistant at the Faculty of Law. She is currently writing a PhD thesis on the topic of State regulation on seeds from an environmental, administrative and Human Rights standpoint.

Main publications include:

- Djemila Carron/Camille Vallier, Les droits des personnes trans* : un parcours difficile, Plaidoyer, 2016(6).
- Camille Vallier, « La marge d'appréciation des cantons dans l'octroi d'autorisations de séjours pour « cas individuels d'une extrême gravité », Genève (Unige archives ouvertes) 2016.

Christine VERSCHUUR

Chargé d'enseignement et de recherche, Anthropologie et Sociologie

Chargée d'enseignement et de recherche, Institut de Hautes Internationales et du Développement, Genève. Anthropologue. Doctorat en socio-économie du développement, Université de Paris I - Panthéon- Sorbonne.

Membre du corps enseignant depuis 2002, associée à des recherches en genre et développement à l'IUED depuis 1996. Ses domaines de recherche et d'enseignement concernent les inégalités de genre dans le développement, les théories féministes postcoloniales. Elle s'intéresse également à la manière dont les thématiques d'égalité de genre sont intégrées dans les organisations internationales, les organisations de coopération ou les mouvements sociaux. Elle a travaillé durant huit ans en Afrique sur les mouvements paysans (Mozambique), les inégalités de genre (Mali). Elle a dirigé durant dix ans une recherche sur le genre et les mouvements populaires urbains en Amérique latine, Afrique de l'Ouest et Europe de l'Est, dans le cadre du programme MOST de l'UNESCO. Elle est responsable du Pôle Genre et développement d'IHEID (colloques internationaux, publications, formations). Directrice des ouvrages Les Cahiers genre et développement, qui paraissent annuellement depuis 2000 chez L'Harmattan, Paris. Parmi ses publications, Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation (sous presse), Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes (2010), Mouvements de quartier et environnements urbains (2006), Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations (2005), Le Genre, un outil nécessaire (2000), Mozambique, dix ans de solitude (1986).

Marilène VUILLE

Researcher

University of Geneva and University of Lausanne

Marilène Vuille is a social scientist graduate of the universities of Lausanne and Geneva. She is currently working as a researcher at the Institute for Gender Studies at the University of Geneva. Her research interests include health professions, medical work, the biomedicalisation of women's bodies and sexualities.

Latest publications about female sexuality and women's bodies:

Vuille Marilène, «Le désir sexuel des femmes, du DSM à la nouvelle médecine sexuelle», *Genre, Sexualité & Société* [En ligne], N° 12, Automne, 2014. (DOI:10.4000/gss.3240)

Vuille Marilène, «Gynécologie», in Rennes Juliette (Dir.), *Encyclopédie critique du genre. Corps, sexualité, rapports sociaux*, Paris, La Découverte, 2016, p. 283-292.

Vuille Marilène, «L'obstétrique sous influence : émergence de l'accouchement sans douleur en France et en Suisse dans les années 1950», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 64, N° 1, 2017, p. 116-149.

Monday 28 August 2017
17:30 – 19:30
UniMail, Boulevard du Pont-d'Arve 40, Geneva, Salle M2160

OPENING CEREMONY

Geneva Summer School: Human Rights, Gender and Alterity
organised in collaboration with République et canton de Genève

17:30 – 17:45

Michelle Cottier, Marylène Lieber and Christine Verschuur

Welcoming words by the directors of the Summer School “Human Rights, Gender and Alterity”

17:45 – 17:55

Colette Fry

Director

Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention
de violences domestiques de la République et Canton de Genève

17:55 – 18:05

Chiara Barberis

Director

Service Agenda 21 – Ville durable de la Ville de Genève

18:05 – 18:15

Brigitte Mantilleri

Director

Equal Opportunities Office, University of Geneva

18:15 – 18:30

Exchange with the participants of the Summer School

Followed by a welcome aperitif



GENEVA SUMMER SCHOOL
"HUMAN RIGHTS, GENDER & ALTERITY"
PUBLIC EVENT AND PANEL DISCUSSION

Can CEDAW advance LGBTI rights?



Tuesday
5 September
2017 | 6:30 pm
Uni Dufour, Room U300



TRI Schweizerisches Institut
für Theorie und Geschlechterstudien
und Gender Law
TRI Institut suisse d'études
théoriques, théoriques et juridiques
TRI Istituto svizzero per lo studio
teorico, teorico e giuridico
TRI Swiss Institute for Gender, Legal
Studies and Gender Law



VILLE DE
GENÈVE

SERVICE ÉGALITÉ



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

Can CEDAW* advance LGBTI** rights?

Tuesday, 5 September 2017 | 6:30 pm

Uni Dufour, Room U300

Rue du Général-Dufour 24, 1204 Genève

INTRODUCTION BY

Sandrine Salerno

Vice-Mayor in charge of Gender Equality and LGBTI issues, City of Geneva

INPUTS BY AND PANEL DISCUSSION WITH

Marjolein van den Brink

Professor at Utrecht Law School

Ratna Kapur

Visiting Professor at Queen Mary University of London

André du Plessis

Head of UN Programme and Advocacy of the International LGBTI Association ILGA

MODERATION

Michelle Cottier

Professor at Faculty of Law, University of Geneva

The discussion will be followed by an aperitif, offered by the City of Geneva.

10 years after the Yogyakarta Principles and one year after the appointment of the first ever UN expert on sexual orientation and gender, how are LGBTI rights protected internationally? This panel will examine the scope of action for the development of these rights on an international level and the role of CEDAW* in achieving a better protection. What strategies do associations like ILGA use for the promotion of LGBTI** rights? What role does CEDAW play in this context? And finally, how can LGBTI rights be advanced while being sensitive to power relations in the postcolonial context?

This public panel discussion is organised in the context of the Geneva Summer School on Human Rights, Gender and Alterity.

*UN Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women

**Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex